

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5.133 RAB

Service Central: P

Région:

Casier fusionnaire

OBJET DE LA CONSULTATION

Projet de loi relatif à la délivrance à la S.N.C.F. du
Bulletin n° 2 des candidats à un emploi dans ses services.

Références : Projet de lettre et projet de loi communiqués
par M. Bonth.

Observations :

D^{re} N° 5.133 RAB; Aff. : Casier fusionnaire - Bulletin n° 2 - Délivrance à la S.N.C.F.

2 livres envoyés le 17-12-40
celles du Ct a M. Fatsolot
et au D^{re} Julien GO

26 décembre 0

S.J.

5.193^{Rab}

V. R.: P. 4.209

Bulletin n° 2

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel.

- 21 -

En réponse à votre communication du 21 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord avec vous sur les termes de la lettre à adresser à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, ainsi que sur la rédaction du projet de loi relatif à la délivrance à la S.N.C.F. du Bulletin N° 2 des candidats à un emploi dans ses Services, sous réserve des deux observations suivantes :

Dans les 6^e et 7^e alinéas de la lettre il est question d'un "décret-loi"; de même le projet de loi est intitulé projet de "décret-loi".

Or, si le Gouvernement avait été autorisé antérieurement à prendre certaines mesures d'ordre législatif par voie de décrets-lois soumis à la ratification des Chambres, il n'en est plus ainsi actuellement. Le Chef de l'Etat français a la plénitude du pouvoir gouvernemental et il exerce le pouvoir législatif en Conseil des Ministres. Les nouvelles lois décrétées par le Chef de l'Etat diffèrent donc des décrets-lois et si elles revêtent la forme de décrets ce sont, par essence, des lois pures et simples.

Il conviendrait donc de substituer dans le 6^{ème} alinéa de la lettre les mots "d'une ~~décret~~" aux ~~mots~~ "d'un simple décret-loi", et dans le 7^{ème} alinéa, in fine, le mot "décret", au terme "décret-loi".

D'autre part, il y aurait lieu de présenter le projet de loi dans la forme ci-après :

" Projet de Loi.

" Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

" Le Conseil des Ministres entendu,

Décrètons : "

Par ailleurs, il n'y aurait rien à changer à la rédaction de l'article 2 du projet.

Enfin, le texte exact de l'article 4, 4^{ème} alinéa de la loi du 5 août 1899, modifiée par la loi du 11 juillet 1900 vise les "Administrations publiques de l'Etat". Il conviendrait donc d'employer les mêmes termes dans le projet de loi.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurange

Paris, le 22 décembre 1940

S.T. 5.133 Rab

r. R. P. 4.209

Bulletin n° 2

Monsieur le Directeur du Service Central du Personnel,

En réponse à votre communication du 21 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord avec vous sur les termes de la lettre adressée à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, ainsi que sur la rédaction du projet de loi relatif à la délivrance à la S.N.C.F. du bulletin n° 2 des candidats à un emploi dans ses services, vous adresse des deux observations suivantes :

Sous les 6^e et 7^e alinéas de la lettre il est question d'un "décret-loi" ; de même le projet de loi est intitulé "projet de décret-loi".

Or, si le Gouvernement avait été autorisé antérieurement à prendre certaines mesures d'ordre législatif par voie de décrets-lois soumis à la ratification des Chambres, il n'en est plus ainsi actuellement. Le Chef de l'Etat français a la plénitude du pouvoir gouvernemental et d'exercer le pouvoir législatif en Conseil de Ministres. Les nouvelles lois décrets par le Chef de l'Etat diffèrent donc des décrets-lois et si elles revêtent la forme de décrets ce n'est, par essence, des lois pures et simples.

Il conviendrait donc de substituer dans le 6^{em} alinea de la lettre les mots "d'une ~~décret~~", aux termes "d'un simple décret-loi", et dans le 7^{em} alinea, en finie, le mot "décret", au terme "décret-loi".

D'autre part, il y aurait lieu de présenter le projet de loi dans la forme ci-après :

" *Projet de loi* .

" nous, *maréchal de France, chef de l'Etat français,*
Le conseil des *ministres* entendu,

serétoirs : "

Donc ailleurs, il n'y aurait rien à changer à la rédaction de l'article 2 du projet.

Enfin, le texte exact de l'article 4, 4^e alinea de la loi du 5 août 1897, modifiée par la loi du 11 juillet 1900 vise les "Administrations publiques de l'Etat". Il conviendrait donc d'employer les mêmes termes dans le projet de loi.

Le chef du contentieux.

Il est à noter que, dans un but de simplification, une loi du 27 juillet 1940 a prévu que les actes administratifs individuels, qui, aux termes de la législation en vigueur devaient être pris en forme de décrets, seraient désormais pris en forme d'arrêtés ministériels ou interministériels.

Le Chef de l'Etat n'aura plus ainsi à connaître des nominations des fonctionnaires civils et militaires, sauf dans les cas expressément visés par la loi : nominations des Maréchaux, des Ministres, des Conseillers d'Etat, des Ambassadeurs, Gouverneurs des Colonies, Préfets, Hauts Magistrats, Officiers Généraux, etc...

Restent également en dehors de la réforme les nominations dans l'Ordre de la Légion d'Honneur et les actes administratifs individuels qui devaient être pris par décrets en Conseil des Ministres ou sur avis du Conseil d'Etat.

NOTICE SUR LA FORME NOUVELLE

des

ACTES GOUVERNEMENTAUX

Depuis la réforme constitutionnelle, opérée en exécution de la loi du 10 juillet 1940, les Assemblées parlementaires n'ont plus le pouvoir législatif et tous les actes constitutionnels ou législatifs, publiés au Journal Officiel, émanent du Chef de l'Etat et sont pris en forme de Décrets.

I - ACTES CONSTITUTIONNELS

La loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 a donné "tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du Maréchal PETAIN, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat français".

En exécution de cette délégation personnelle des pouvoirs constituants, cinq actes constitutionnels sont déjà intervenus : ils ont exactement la même portée juridique que les lois constitutionnelles votées par l'Assemblée Nationale elle-même, sous réserve d'une ratification ultérieure par la Nation, selon des modalités à déterminer.

Quant à leur présentation, ils sont rédigés dans la forme suivante :

" Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

" Vu la loi constitutionnelle du 10 Juillet 1940

Décrétons :

.....

Fait à le
signé : Ph. PETAIN

Les cinq Actes constitutionnels publiés sont relatifs au Chef de l'Etat, à ses pouvoirs, à sa suppléance et à sa succession, au maintien provisoire du Sénat et de la Chambre des Députés dont la réunion est ajournée jusqu'à nouvel ordre, ainsi qu'à l'institution d'une Cour Suprême de Justice; ils n'épuisent pas la réforme constitutionnelle en cours d'élaboration et d'autres actes sont encore susceptibles d'intervenir.

II - LOIS ORDINAIRES

L'Acte constitutionnel N° 2 fixant les pouvoirs du Chef de l'Etat français dispose notamment "qu'il a la
" plénitude du pouvoir gouvernemental et qu'il exerce le
" pouvoir législatif en Conseil des Ministres :

" 1°- jusqu'à la formation de nouvelles assemblées;

" 2°- après cette formation, en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave, sur sa seule décision et dans la même forme. Dans les mêmes circonstances, il peut édicter toutes dispositions d'ordre budgétaire et fiscal".

Antérieurement, des lois dites "de pleins pouvoirs" avaient accordé au Gouvernement l'autorisation de prendre certaines mesures d'ordre législatif, par voie de "décrets-lois" soumis à ratification ultérieure des Chambres.

Les nouvelles lois, décrétées par le Chef de l'Etat, diffèrent des décrets-lois du régime précédent en ce qu'elles correspondent à l'exercice d'un pouvoir propre et qu'elles ne sont plus limitées dans leur objet par les termes d'une délégation, ni soumises à ratification parlementaire dans un délai déterminé. Ce sont, par essence, des lois pures et simples.

Elles se présentent dans la forme ci-après :

" Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat,

" Le Conseil des Ministres entendu,

" Décrétons :

".....

".....

" Le présent décret sera publié au Journal Officiel
" et exécuté comme loi de l'Etat.

" Fait à le

signé: Ph. PETAIN

" Contre-seing des Ministres Secrétaires d'Etat
et, le cas échéant, des Secrétaires d'Etat (Guerre, Marine, Aviation)".

III - AUTRES ACTES GOUVERNEMENTAUX

Les autres actes gouvernementaux sont, comme sous le régime antérieur :

- Les décrets portant règlement d'administration publique, c'est-à-dire pris après avis du Conseil d'Etat;
- Les décrets simples;
- Les arrêtés ministériels.

Les décrets sont pris par le Chef de l'Etat français et contresignés par les Ministres Secrétaires d'Etat ou, le cas échéant, les Secrétaires d'Etat intéressés.

Les arrêtés sont signés par un ou plusieurs Ministres Secrétaires d'Etat ou, pour les affaires de leur département, par les Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine ou à l'Aviation. Ils peuvent également être signés par les Secrétaires Généraux en vertu d'une délégation du Ministre.